



Déclaration liminaire - CTSD du 28 janvier 2022

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Mesdames et messieurs les membres du CTSD

En cette fin de mois de janvier 2022 et malgré le contexte actuel, l'UNSA Education appelle de ces vœux, la communauté éducative à être déterminée pour faire reculer les inégalités.

La force de la détermination qui accompagne ce vœu est identique à la force de l'exaspération que vivent les personnels. Cette exaspération a atteint son paroxysme lors de cette reprise du mois de janvier. Ce sont notamment les multiples modifications du protocole transmises par le ministre de l'Education Nationale et le premier ministre via les médias qui ont amené l'UNSA Education et l'ensemble de ses 22 syndicats y compris dans les corps d'inspection et d'encadrement à appeler à une action massive. Cette exaspération s'est parfaitement traduite lors de la journée de grève du 13 janvier avec des chiffres de grévistes et d'établissements fermés qui n'avaient pas été atteints depuis des années.

Le vendredi 14 janvier, l'UNSA Education avec ses syndicats Aetl et SNPDEN ont également mené une journée administration morte afin de dénoncer l'article 41 de la Loi 3DS qui confère l'autorité fonctionnelle sur les adjointes et adjoints gestionnaires aux collectivités territoriales.

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour évoquer la préparation de la rentrée 2022.

Concernant, les moyens, dans le 1^{er} degré la dotation en emplois est symbolique, nous n'en doutons pas un seul instant en cette année électorale, pour laquelle il aurait été malvenu d'afficher des retraits de postes malgré la démographie qui affiche encore cette année une baisse importante. Le groupe de travail de ce lundi ne nous a pas permis de dessiner les premiers contours de la carte scolaire dans notre département. Lors de ce CTSD, pour l'UNSA Education, nous attendons de ce poste symbolique de réelles mesures d'amélioration :

- Amélioration des moyens de remplacements : cette situation n'est pas nouvelle et n'est pas uniquement liée à la crise sanitaire. Nos collègues ZIL sont de plus en plus régulièrement

sur des remplacements longs, voire à l'année. Malheureusement, nous constatons en début de carrière, des démissions ou des congés liés aux conditions d'exercice de plus en plus fréquents et pour nos collègues plus aguerris des congés liés à de longues maladies, l'allongement de la durée du travail, risquant d'augmenter cela. Il est donc nécessaire de prendre en considération ces besoins nouveaux dans cette préparation de rentrée.

- Amélioration des conditions de travail des directeurs et directrices. Les moyens de remplacement doivent être également pour appuyer nos collègues directeurs et directrices notamment celles et ceux dans les écoles de moins de 3 classes. Nous constatons plus que jamais les nécessités de temps de décharge nécessaire à la réalisation de la mission de la direction d'école. Ces temps ne doivent pas servir de variables d'ajustements ce qui est trop souvent le cas actuellement. C'est le sens des engagements pris par le ministère, et l'UNSA-Éducation sera vigilante à ce que ce soit bien respecté.
- Amélioration des postes de RASED : certains de nos RASED sont encore incomplets alors même que les besoins sont bien là. De fait les chiffres parlent d'eux même puisque d'un côté nous constatons une baisse globale des effectifs mais de l'autre les ULIS continuent d'accueillir toujours autant d'élèves.
- Amélioration du maillage scolaire avec une réflexion autour des RPI et de la coordination de ceux-ci. Pour redonner un véritable sens qualitatif à l'école en milieu rural, une coordination qui serait effective à travers une décharge de service favoriserait une dynamique évitant l'isolement de nos collègues.

Concernant les moyens du second degré, à l'UNSA Education, nous attendions ce retour de la gestion des moyens dans notre département. Nous constatons donc que ce retour suite au groupe de travail va nécessiter quelques adaptations notamment en terme de communication afin d'être parfaitement opérationnel l'année prochaine.

Dans notre département, concrètement les classes continueront d'être chargées, le seuil d'ouverture étant maintenant fixé à 30 élèves pour tous les niveaux. Dans notre département, ce sont donc 360 élèves qui vivront à 30 dans leurs classes, et plus de 1000 élèves au-delà de 27. Les HSA même si elles sont en diminution ne compenseront pas les besoins réels des Heures postes.

L'organisation des établissements reste complexe et les marges de manœuvre sont insuffisantes pour mettre en œuvre les choix pédagogiques tout comme pour permettre le fonctionnement

serein des collectifs pédagogiques, particulièrement dans les petits établissements où parfois plus de la moitié des collègues sont en compléments de service.

Nous n'oublions pas non plus, même si ce CTSD n'étudie pas leurs postes nos collègues personnels administratifs, techniques, d'éducation, d'encadrement, de santé, sociaux qui connaissent également des difficultés dans cette préparation de rentrée.

En cette année électorale, l'UNSA Education est déterminée à ce que l'éducation et l'école laïque que nous portons soit une priorité pour vous monsieur l'Inspecteur comme pour la future présidente ou le futur président de la République.